

PROJET DE LOI DE FINANCES

M. Yves Vandewalle. La France jouit d'une bonne image dans le monde, due pour une large part à l'héritage du général de Gaulle. Cette bonne image, nous devons la conserver et la faire fructifier. Comme le temps qui m'est imparti est limité, j'aborderai succinctement deux points.

Premièrement, j'ai pris connaissance avec intérêt des conclusions du rapport de nos collègues sur la gratuité de la scolarité des Français à l'étranger. Quelle sera, à l'avenir, la politique conduite par l'État ? Il ne faudrait pas que, dans la poursuite de cet objectif, les moyens dédiés à la formation des étudiants d'origine étrangère en pâtissent, quand on sait l'importance de ce vecteur d'influence majeur et durable pour promouvoir un modèle et des valeurs auxquels nous sommes particulièrement attachés. Quels sont les grands équilibres que l'État souhaite promouvoir dans les années qui viennent ?

Deuxièmement, l'exposition universelle de Shanghai. Son bilan flatteur mérite d'être nuancé. Pouvant accueillir quelque 70 000 visiteurs par jour, grâce à un circuit de visite astucieux, notre pavillon se visitait surtout rapidement parce qu'il était d'une grande indigence comparé au pavillon chinois ou au pavillon allemand. On s'enorgueillit du nombre de visiteurs, mais qu'ont-ils vu ? Peu de chose. Pis, une suite de clichés : Brigitte Bardot, une cuisine de restaurant, une devanture de Louis Vuitton, la Polynésie et ses vahinés.... En revanche, rien sur nos capacités scientifiques, technologiques et industrielles, excepté un concept-car Citroën. La France ne serait-elle que glamour et tourisme ?

Voilà une belle occasion ratée de donner une autre image de notre pays, alors que la Chine est le premier marché mondial, où se ruent les entreprises du monde entier. Monsieur le ministre, je souhaiterais connaître le coût de ce pavillon et j'espère que nous aurons à cœur demain de donner une meilleure image de notre pays.

Pour ne pas finir sur une note négative, je souhaite que la présidence du G20 ait un succès égal à notre présidence de l'Union européenne.